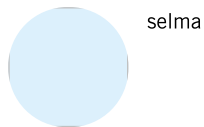




L'Afrique du Sud, son héritage sportif et sa performance économique

October 19, 2015



selma

Surnommée la « nation arc-en-ciel » après la fin de l'apartheid en 1994, l'Afrique du Sud bénéficie de nombreuses perspectives favorables. En 2010, elle s'est affirmée aux yeux des investisseurs en devenant le cinquième pays membre du groupe des BRICS aux côtés du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine. Malgré une économie et une démographie différentes de celles des autres pays BRIC, l'Afrique du Sud a tout de même un point commun avec le Brésil, la Russie et la Chine : depuis plusieurs années, elle accueille des événements sportifs incontournables. Il y a cinq ans, l'Afrique du Sud a organisé la Coupe du Monde de la FIFA, et il y a 20 ans, elle a accueilli (et remporté) la Coupe du Monde de rugby. Comme les équipes sportives, les économies prometteuses ne font pas toujours la preuve de tout leur potentiel, et c'est ce que l'Afrique du Sud semble vivre depuis quelques années. J'ai invité Johan Meyer, Vice-président senior et Directeur général du Templeton Emerging Markets Group au Cap, à partager son point de vue sur les défis et opportunités du marché sud-africain.

Johan Meyer

Vice-président senior et Directeur général Afrique du Sud

Templeton Emerging Markets Group

Le sport est une véritable passion nationale en Afrique du Sud, et de nombreux observateurs ont remarqué que le boycott sportif des années 70 et 80 a joué un rôle central dans la fin de l'apartheid. Pour beaucoup de Sud-africains, c'est l'apparition du nouveau Président Nelson Mandela vêtu d'un maillot de Springboks et remettant la coupe du Monde au capitaine de l'équipe nationale qui a véritablement signé la fin de l'apartheid.

Nous fêtons cette année le 20ème anniversaire de cet événement majeur, et même si les perspectives de l'Afrique du Sud seront peut-être moins bonnes pendant la Coupe du Monde de cette année, on peut difficilement surestimer l'importance du sport dans ce pays. L'Afrique du Sud a continué à accueillir un grand nombre d'événements sportifs de premier plan, tels que la Coupe du Monde de cricket (avec le Kenya et le Zimbabwe) en 2003 et la Coupe du Monde de la FIFA en 2010.

La construction et la rénovation des équipements (stades, transports et hôtels) a créé de nombreuses opportunités d'emploi et permis à l'Afrique du Sud de développer une expertise incomparable dans l'accueil de ce type d'événement. Ainsi, le pays a montré au monde entier ses capacités d'organisation, ainsi que de nombreux autres aspects très positifs qui n'auraient pas été remarqués sans ces événements sportifs. L'impact à long terme de ces derniers au niveau de l'économie se fait surtout ressentir dans le secteur du tourisme. Par exemple, Le Cap est devenu une destination de renommée mondiale qui présente de nombreux atouts : beauté des sites naturels, cuisine raffinée et même sports d'aventure.

Ramener la croissance sur sa trajectoire

Cette année, la croissance du produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique du Sud est attendue à 1,5 %, comme en 2014.^[1] Même si ce chiffre est positif, nous sommes convaincus que le pays a les moyens d'enregistrer une croissance économique encore plus importante. Pour cette année, l'activité économique est freinée par une crise de l'électricité : en effet, des coupures de courant ont été pratiquées pour alléger les pressions sur le réseau, ce qui a pesé sur la production (notamment industrielle).

L'Afrique du Sud et les pays voisins (notamment la Namibie, autre participant de la Coupe du Monde de rugby cette année) possèdent d'importants bassins de ressources naturelles telles que de l'or, des diamants, et même de l'uranium. En Afrique du Sud, le secteur minier a représenté 8,3 % du PIB nominal en 2013 et les minéraux primaires ont compté pour 22,7 % des exportations.^[2] Ce secteur est donc vital pour l'économie du pays. Toutefois, ces dernières années, l'exploitation minière a été paralysée par des problèmes de capacité liés à l'électricité et au vieillissement des infrastructures dans de nombreuses mines, ce qui a renforcé les coûts. Lorsque les prix des matières premières baissent, les entreprises cherchent précisément à maîtriser leurs coûts et à devenir plus efficaces. De plus, certaines mines deviennent tout simplement non viables économiquement dans les environnements de baisse des prix : par conséquent, des pressions s'exercent aussi malheureusement sur l'emploi.

Il est clair que le niveau toujours élevé du chômage (environ 25 %) est à nos yeux le plus gros problème de l'Afrique du Sud, et c'est un obstacle majeur à l'amélioration de la qualité de vie de la population. Parallèlement, la base des recettes fiscales est restreinte par la diminution de l'impôt sur les sociétés, et par conséquent les différents programmes publics d'aide (enfance, personnes âgées, etc.) sont de plus en plus financés par l'impôt sur le revenu et la TVA.

Compte tenu du ralentissement des prix des matières premières, beaucoup d'entreprises de ce secteur subissent d'importantes pressions pour réduire leurs coûts et contribuent ainsi à la dégradation des niveaux d'emploi. Selon moi, il faut absolument que les pouvoirs publics, les syndicats et les employeurs travaillent ensemble pour élaborer un environnement de travail plus flexible qui soit moins centré sur la hausse des salaires en début de carrière et plus sur l'amélioration globale des niveaux d'emploi.

Je pense que les dirigeants sud-africains doivent tenir compte des critiques constructives et reconnaître leurs erreurs pour les rectifier ensuite. Un exemple est la réglementation des visas qui vient d'entrer en vigueur : les visiteurs en provenance d'importants marchés touristiques comme la Chine doivent désormais faire une demande de visa en personne pour enregistrer leurs données biométriques, ce qui rend le processus long et cher, en particulier si les personnes sont loin des centres de traitement. D'autre part, les familles qui voyagent avec leurs enfants doivent présenter la version intégrale des actes de naissance en plus des passeports des enfants ; cette loi a été votée cette année pour empêcher le trafic d'enfants sur le continent africain, mais elle complique encore le processus et la bureaucratie pour les touristes. Et alors que la dépréciation du rand devrait renforcer l'attractivité de l'Afrique du Sud pour les touristes internationaux, le nombre de visiteurs est finalement en baisse.

Résistance à la volatilité

Depuis le début de l'année, la Bourse sud-africaine s'est relativement bien comportée (+5,6 % en 2015^[3]) compte tenu de la volatilité récente des marchés, et malgré des fondamentaux internes affaiblis. Les entreprises dont les cours de Bourse étaient en hausse ces derniers mois présentent quasiment toutes une caractéristique commune : leur exposition à des activités sous-jacentes à l'étranger. Étant donné la dépréciation du rand face au dollar américain et à d'autres grandes devises, la contribution des activités hors Afrique du Sud est devenue plus importante, offrant ainsi une certaine protection contre les mouvements de change. Grâce également à la solidité des bilans et au talent des équipes dirigeantes, les investisseurs ont tendance à privilégier les sociétés sud-africaines par rapport à celles du Brésil, par exemple, où le marché est extrêmement volatil.

L'Afrique du Sud a été largement épargnée par la volatilité récente des marchés, malgré l'affaiblissement considérable du rand par rapport au dollar américain et aux autres principales devises. Le recul des cours pétroliers a nettement contribué à limiter l'impact de l'inflation au sein de l'économie sud-africaine. Les dépenses des ménages résistent relativement bien, en particulier parmi les revenus élevés. En effet, les personnes qui occupent un emploi rémunéré obtiennent souvent des augmentations de salaire supérieures à l'inflation, ce qui se traduit généralement par une hausse de leurs dépenses. On constate un ralentissement des achats de biens de consommation durable tels que les nouveaux véhicules, car la hausse des taux d'intérêt rend le financement plus onéreux, mais nous pensons que ce phénomène bénéficiera probablement aux dépenses consacrées aux biens de consommation non durable. En ce qui concerne les entreprises, la gestion est souvent prudente et les niveaux d'endettement sont rarement élevés, si bien que la perspective d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt n'aura probablement pas de conséquence majeure sur les bilans.

L'impact des cours pétroliers en Afrique

Dans d'autres pays du continent africain, la baisse des cours pétroliers bénéficiera certainement aux pays importateurs tels que le Kenya, car elle permettra de limiter les tensions inflationnistes. Dans le même temps, les bénéficiaires en devise étrangère du Kenya souffrent de la baisse de la fréquentation touristique, liée à des craintes de sécurité, ainsi que du recul d'exportations importantes pour l'économie, comme le café. Dans l'ensemble, la situation budgétaire du Kenya nous semble toujours relativement bonne et la banque centrale adopte une approche plus mesurée vis-à-vis de la hausse de ses taux d'intérêt (au cycle précédent, la rapidité et l'ampleur de ses interventions avaient surpris les consommateurs et les entreprises).

Pour les pays exportateurs de pétrole tels que le Nigeria et l'Angola, la situation est différente. La baisse des cours pétroliers a nettement pesé sur les bénéficiaires en devise étrangère, et les autorités publiques vont devoir faire face au creusement des déficits budgétaires. Le Nigeria, en particulier, essaie de défendre la valeur de sa devise, mais rencontre de plus en plus de difficultés. De plus, les investisseurs ont moins confiance dans le marché local, car le Président Buhari a tardé à annoncer la composition de son cabinet ministériel. Cependant, cette situation a créé des opportunités d'investissement intéressantes dans les secteurs de la banque et de la consommation, où certaines actions nigérianes se négocient désormais à des valorisations intéressantes. Bien sûr, il reste encore probablement des obstacles à court terme, mais le Nigeria demeure à nos yeux un marché prometteur grâce à sa démographie favorable et son potentiel de création de richesse sur le long terme.

Les commentaires, les opinions et les analyses de Mark Mobius et de Johan Meyer sont personnels et fournis à titre d'information uniquement dans l'intérêt général et ne sauraient constituer un conseil d'investissement individuel, une recommandation ou une incitation à acheter, vendre ou détenir un titre ou à adopter une stratégie d'investissement particulière. Ils ne constituent pas un conseil d'ordre juridique ou fiscal. Les informations contenues dans ce document sont valables à leur date de publication et peuvent changer sans préavis, et ne constituent pas une analyse complète des événements survenant dans les divers pays, régions ou marchés.

Les données de tierces parties peuvent avoir été utilisées dans la préparation de ce document et Franklin Templeton Investments (« FTI ») n'a pas vérifié, validé ni audité de manière indépendante ces données. FTI décline toute responsabilité en cas de perte due à l'utilisation de ces informations et la pertinence des commentaires, des opinions et des analyses contenues dans ces documents est laissée à la seule appréciation de l'utilisateur. Les produits, les services et les informations peuvent ne pas être disponibles dans toutes les juridictions et sont proposés par des sociétés affiliées à FTI et/ou leurs distributeurs si les lois et réglementations locales l'autorisent. Veuillez consulter votre conseiller financier pour toute information supplémentaire sur la disponibilité des produits et services dans votre juridiction.

Quels sont les risques ?

Tout investissement comporte un risque, notamment celui de ne pas récupérer le capital investi. Les investissements dans des titres étrangers comportent des risques spécifiques : fluctuations de change, instabilité économique et évolution de la situation politique, par exemple. Investir dans les marchés émergents, y compris dans la sous-catégorie des marchés frontières, implique des risques accrus concernant ces mêmes facteurs, lesquels s'ajoutent aux risques liés à leur plus petite taille, à leur liquidité inférieure et à l'absence d'un cadre juridique, politique, commercial et social établi pour soutenir les marchés boursiers. Les risques liés à l'investissement dans les marchés frontières sont encore supérieurs à ceux associés aux marchés émergents en raison du développement moins avancé des structures précitées, ainsi que du potentiel de forte volatilité des prix, de la liquidité insuffisante, des barrières commerciales et des contrôles sur les taux de change.

[1] Source : Statistics South Africa. Rien ne garantit que les estimations ou prévisions se réalisent.

[2] Source : Chamber of Mines of South Africa, Facts & Figures 2013/2014.

[3] Source : indice FTSE JSE All-Shares ; Bloomberg LP, Johannesburg Stock Exchange. Au 7 octobre 2015. Les indices ne font l'objet d'aucune gestion et il n'est pas possible d'y investir directement. Les performances passées ne garantissent pas les résultats futurs. Consultez www.franklintempletondatasources.com pour obtenir des informations complémentaires sur le fournisseur de données.